

L'hon. M. Sharp: Ils veulent simplement que ce Parlement, élu il y a moins de deux ans et demi, poursuive ses travaux et règle les problèmes urgents dont il est saisi. Le chef de l'opposition a longuement parlé des problèmes du Canada. Mais comment voulait-il les régler, monsieur l'Orateur? Il propose soit de paralyser le Parlement, soit d'organiser des élections. Telles sont les deux solutions pratiques dont il nous offre le choix. Mais peut-être voulait-il, indiquer son désir d'être premier ministre. Cette idée ne l'enthousiasme guère. Il s'est montré plutôt modeste et hésitant. En tout cas, cette initiative ne stabiliserait guère le gouvernement dans les circonstances actuelles. A mon avis, le chef de l'opposition emploierait mieux ses talents, pendant quelque temps encore en demeurant chef de l'opposition. A la longue, il pourrait s'y plaire et ne pas vouloir changer.

• (3.40 p.m.)

L'hon. M. Starr: C'est ce que vous espérez.

L'hon. M. Sharp: Le pays se trouve face à des problèmes graves et inédits.

Une voix: Vous les avez créés.

L'hon. M. Sharp: Ces problèmes sont nés de causes qui échappent pour la plupart au contrôle du Parlement.

Depuis que je suis ministre des Finances, je n'ai jamais hésité à exposer à la Chambre et à la population la nature des problèmes auxquels nous sommes aux prises. Je l'ai fait clairement; en fait, on m'a reproché d'être trop franc. Je ne pense pas non plus—j'y insiste—que les mesures proposées par le gouvernement soient infailliblement bonnes. Dans ce monde très complexe, on ne peut avoir toujours raison; avoir presque toujours raison, c'est déjà très beau.

Une voix: Et lundi soir?

L'hon. M. Starr: Ces propos ne s'appliquent qu'au ministre, je suppose.

Une voix: Et le président du Conseil privé?

L'hon. M. Sharp: Et je ne présente aucune excuse. (*Exclamations*)

L'hon. M. Starr: Je pensais que le ministre actuel des Finances devait surpasser son prédécesseur.

L'hon. M. Sharp: Je ne fais pas amende honorable pour avoir, comme ministre des Finances, modifié la direction de notre politique financière et économique. Si j'avais hésité à le faire, j'aurais prêté le flanc à la critique. La conjoncture a évolué rapidement et continuera à le faire, et tant que je serai ministre des Finances, j'essaierai d'adapter nos politiques aux circonstances.

Une voix: D'un jour à l'autre.

L'hon. M. Sharp: En écoutant le chef des néo-démocrates, je me suis pris à l'envier. J'envie son assurance. Il connaît évidemment la bonne solution et on voit bien qu'il se sait infaillible. Il a parlé avec l'aplomb qu'on lui connaît à la Chambre. Je le répète, je l'envie. Il doit être bien agréable d'être content de soi et d'avoir la clé de tous les problèmes.

Une voix: Tu parles!

L'hon. M. Sharp: Ce confort intellectuel doit être bien agréable. Aujourd'hui, nous avons eu une magnifique illustration de cette suprême assurance, d'ailleurs suprêmement injustifiée.

L'honorable représentant s'est dit très inquiet de l'inflation, mais comment veut-il la corriger? J'ai noté soigneusement les remèdes qu'il a proposés, et il a proposé comme solutions des politiques inflationnistes. Nous devrions dépenser plus et taxer moins. Voilà ce qu'il préconise, résultat apparemment de l'assurance qui sous-tend ses doctrines économiques.

M. Gaffey: Certains pensent que l'heure de l'humilité a sonné.

L'hon. M. Sharp: Ce sont de pareils propos qui contribuent à miner la confiance. Bien entendu, l'honorable représentant ne pense peut-être pas accéder jamais au pouvoir, et il s'abandonne donc à l'irréflexion. Par exemple, il a dit que le bill n° C-193 taxait les particuliers pour remettre l'impôt remboursable aux sociétés. L'honorable député sait certainement que c'est faux.

M. Douglas: Pas du tout.

L'hon. M. Sharp: Pourtant il répète cela comme parole d'évangile. Peut-être est-ce un vestige du temps où il était ministre du culte et non député.